

Le contrôle étranger dans ces industries, qui s'est maintenu à 33% comme en 1974, a baissé, selon les projections, d'un point de pourcentage dans chacune des deux années suivantes pour s'établir à 31% fin 1977.

Parmi les cinq principaux groupes d'industries, le contrôle étranger a varié d'un maximum de 74% dans le secteur du pétrole et du gaz naturel à un minimum de 1% dans les chemins de fer. Le capital d'appartenance étrangère dans les manufactures totalisait 56% et, dans les mines, 60%. Dans la catégorie des autres services publics, le contrôle étranger représentait 4% du capital employé. L'unique avance du contrôle par des non-résidents s'est produit dans le secteur minier, où il est passé de 58% fin 1974 à 60% fin 1975. Il y a eu baisse de la participation étrangère dans le secteur des manufactures, du pétrole et du gaz naturel et des chemins de fer, tandis que dans les autres services publics la part du capital étranger est demeurée la même qu'en 1974.

23.7 Activité financière au Canada, 1979

Le volume total des fonds obtenus sur les marchés du crédit par les secteurs non financiers internes de l'économie canadienne a diminué de 3.8% en 1979 pour s'établir à \$57.4 milliards, après un gain extraordinaire de 38.7% en 1978 par rapport à 1977. Le plus gros recul s'est produit dans le secteur étranger, qui n'a fourni que \$5.4 milliards en 1979 contre \$7.9 milliards en 1978. Les fonds consentis aux marchés du crédit par les banques à charte se sont élevés à \$21.1 milliards en 1979, en forte hausse de 3.8% sur l'année précédente.

Dans le secteur public, la valeur des emprunts contractés en 1979 se situait à moins de la moitié du chiffre enregistré en 1978. Cette baisse tient notamment au fait que le gouvernement fédéral a remboursé plus de \$1.5 milliard sur ses dettes auprès des banques canadiennes et étrangères. Le volume net des nouvelles émissions d'obligations a fléchi pour s'établir à \$8.1 milliards en 1979 contre \$11.9 milliards en 1978, par suite de diminutions observées à cet égard chez tous les pouvoirs publics. Si l'on sépare les obligations d'épargne du Canada des obligations négociables du Canada, il est manifeste que les émissions nettes de ces dernières ont augmenté, tandis que les ventes nettes d'obligations d'épargne du Canada ont brusquement fléchi. Cette baisse est attribuable à un fort volume de rachats et à la faiblesse des ventes causée par une flambée des taux d'intérêts qu'offraient les titres rivaux. En 1979, le gouvernement fédéral a facilité le financement de son important déficit en réduisant ses encaisses.

La masse des emprunts faits par les sociétés d'État non financières s'est limitée à \$3.7 milliards contre \$6.0 milliards en 1978, surtout à cause du déclin des émissions nettes d'actions nouvelles. Les fortes émissions intervenues principalement au 4^e trimestre de 1978 portaient surtout sur les émissions d'actions privilégiées à terme. À l'automne 1978, les avantages fiscaux de cette forme de financement ont été fort réduits, éliminant presque cet instrument du marché en 1979. Ce facteur s'est aussi répercuté sur les émissions nettes d'actions nouvelles des entreprises privées non financières, mais un emballement du marché a plus que paré à la situation, de sorte que le volume de capitaux mobilisés par la vente d'actions s'est accru pour atteindre \$5.3 milliards contre \$4.8 milliards en 1978.

Les emprunts à court terme des secteurs intérieurs non financiers ont augmenté en 1979 pour totaliser \$22.7 milliards ou 39.6% du total des \$57.4 milliards obtenus, contre 36.4% en 1978. La hausse brutale des taux d'intérêt pendant le dernier semestre de l'année a probablement enclin les emprunteurs à craindre de contracter des dettes à long terme. Au cours de l'année, le rendement des bons du Trésor de trois mois a gagné 320 points de base pour atteindre 13.66%, et celui des obligations du Canada a avancé de 164 points de base pour s'établir à 11.32%. Ces mouvements se sont concentrés à l'automne et reflétaient en grande partie les mesures prises aux États-Unis par la Réserve fédérale pour contrer l'inflation. Aux États-Unis, les taux à court terme ont grimpé en flèche pendant l'automne, atteignant un sommet en octobre, pour ensuite chuter puis remonter encore.

La Banque du Canada a poursuivi sa politique de restriction du taux de croissance de la masse monétaire (étroitement définie) dans les limites déjà prévues, et M1